

# Réussir le développement solidaire France-Afrique

## Fondation Concorde -- 5 novembre 2008<sup>1</sup>

Merci à la Fondation Concorde de m'avoir invité, et le Centre de développement, à cet échange.

J'en suis heureux car cette discussion sur l'implication des migrants dans le développement de leur région d'origine, et sur les conditions du succès du développement économique en Afrique, est très importante.

Je ne vous parlerai pas de l'expérience « afro-française » ou « franco-africaine » en la matière, vous la connaissez mieux que moi.

Mais j'aimerais partager avec vous quelques leçons tirées de nos travaux ([www.oecd.org/dev/migrations](http://www.oecd.org/dev/migrations)) sur l'expérience de l'ensemble des pays de l'OCDE.

Comme vous le savez, sur les questions « migration-développement »,

- la très grande majorité des études porte sur l'impact des migrations dans les pays d'accueil ;
- un plus petit nombre porte sur les migrants eux-mêmes, leurs droits, leurs parcours etc.;
- mais très peu portent sur la contribution des migrations –et des politiques migratoires– au développement et à la réduction de la pauvreté dans les pays d'origine.

Alors c'est cet aspect que nous avons étudié.

Et nous sommes arrivés à quatre conclusions tout à fait contraire à ce que nous, citoyens bien informés sur l'état du monde, croyons savoir :

1. d'abord, **il n'y a pas d'explosion des flux migratoires**. En pourcentage de la population mondiale, ces flux n'ont pas augmenté significativement depuis 40 ans. On passe certes de 2,5% à 3% entre 1960 et 2005, mais surtout à cause de l'éclatement de l'empire soviétique et de la hausse sans précédent des flux migratoires **entre pays de l'OCDE**, du fait de la mondialisation et des processus d'intégration régionale comme l'Union européenne.
2. Ensuite, à l'échelle mondiale, **l'Afrique, et a fortiori l'Afrique subsaharienne, contribue assez peu à ces flux migratoires** : seulement 8,5 pour cent des migrants vers les pays de l'OCDE viennent d'Afrique, et pour la plupart, des pays d'Afrique du Nord (Algérie, Maroc, Tunisie), très peu du Sud du Sahara.
3. Troisième constat, particulièrement important pour nous ce matin : les flux migratoires les plus bénéfiques pour les pays d'origine sont ceux qui concernent **la main d'œuvre peu qualifiée**. Pourquoi ?
  - Par rapport aux travailleurs plus qualifiés, les moins qualifiés renvoient plus d'argent vers leur pays d'origine, relativement à leur revenu, et même souvent en valeur absolue.

---

<sup>1</sup> Cette note, préparée par Jeff Dayton-Johnson, Denis Drechsler et Henri-Bernard Solignac-Lecomte, a été présentée au séminaire « Réussir le développement solidaire France-Afrique », organisé à Paris par la Fondation Concorde le 5 novembre 2008. Pour plus de détails, voir [www.oecd.org/dev/migrations](http://www.oecd.org/dev/migrations).

- Souvent aussi ils contribuent à alléger la pression sur les marchés du travail dans leurs pays d'origine
- Enfin, parce qu'ils ont tendance à migrer plus près de chez eux, les migrants peu qualifiés contribuent plus aux transferts de savoirs ; de plus, ils sont beaucoup plus prompts à opter quand ils le peuvent, pour une migration circulaire.

Un petit mot sur la particularité du couple afro-européen à cet égard : d'une part, l'Europe attire particulièrement les migrants peu qualifiés (25 pour cent des migrants en Europe contre 9 pour cent vers les Etats Unis) ; d'autre part l'Afrique subsaharienne compte pour seulement 3 pour cent des flux de migrants peu qualifiés vers les pays de l'OCDE ; l'Afrique du Nord et le Moyen Orient pour environ 8 pour cent.

4. Quatrième constat, peut être le plus important : **l'aide au développement ne saurait réduire, a fortiori tarir, les flux migratoires.**
- D'abord, l'aide au développement, pour utile qu'elle soit à de nombreux égards, ne fait pas le développement ; au mieux, elle est un catalyseur, mais le développement est un processus complexe et d'abord enraciné dans une transformation profonde, de l'intérieur, des sociétés.
  - Ensuite, même quand il y a croissance économique et développement, ils ne ralentissent pas l'émigration vers les pays plus riches en opportunités ; à court et moyen terme, au contraire, la prospérité, l'augmentation du niveau de vie encouragent l'immigration : c'est quand on a les moyens de partir qu'on se lance dans l'aventure.
  - On ne peut donc pas espérer influencer de manière significative les flux migratoires au moyen de l'aide au développement.

**Pour résumer :**

- Oui, il faut mieux coordonner les politiques migratoires et d'aide au développement, car la migration peut contribuer à la réduction de la pauvreté dans le monde ; on peut le faire par exemple en favorisant la circularité légale, ou en abaissant les coûts des transferts d'argent, etc.
- Mais il faut se baser sur un diagnostic honnête des liens dynamiques entre migration et développement
- Et donc il faut probablement se résoudre à des attentes réalistes, tant sur ce que l'aide au développement peut faire pour favoriser l'atteinte des objectifs les politiques migratoires, que l'inverse.

Pour finir, si je devais laisser un message, c'est : dans les débats sur la circularité, le co-développement, il faut bien garder en tête trois objectifs :

- la condition des migrants
- l'impact sur le pays d'accueil et
- la contribution au développement du pays d'origine. Cette dimension est trop souvent négligée, et c'est pourquoi je me réjouis que se tienne cette réunion aujourd'hui.